



CCI PAYS DE LA LOIRE

La crise sociale exprimée par les gilets jaunes

Déclaration faite en séance publique du Ceser le 18 décembre 2018

Nantes, le 8 janvier 2019

La crise sociale met en évidence :

- **Les difficultés d'une partie de la population française :**
 - Difficultés économiques,
 - Coupure avec les élus et les corps intermédiaires,
 - Absence de perspectives pour un avenir meilleur.
- **Le soutien au démarrage du mouvement par une majorité de français prend sa source dans le trop d'impôts et un sentiment d'injustice sociale ;**
- **La difficulté à prendre en compte les demandes parfois contradictoires ;**
- **Les limites de l'organisation et du modèle existant pour dialoguer, négocier et trouver des solutions ;**
- **La tentation de récupération par certains groupes ;**
- **L'émergence de violence par des groupes de casseurs et destructeurs ;**
- **L'éloignement progressif d'une partie des citoyens des organisations politiques, syndicales, corps intermédiaires ;**
- **Des conséquences sur l'activité économique liées soit à des blocages soit à des peurs des consommateurs ;**
- **Véhicule une image désastreuse de la France auprès des touristes et investisseurs étrangers.**
- **La négligence à l'égard des corps intermédiaires et l'absence de maîtrise des évènements.**

La Chambre de Commerce et d'Industrie :

- **Reconnaît la réalité des difficultés de vie d'une partie de la population ;**
 - ⇒ Cette réalité concerne aussi les entreprises du fait de la multiplication des taxes et prélèvements.
- **Condamne toute forme de violence et d'entrave à l'économie ;**

Cela questionne sur le respect des droits et liberté pour ceux qui travaillent, sur le respect des biens et des personnes.
- **Prend acte des décisions annoncées par le gouvernement :**
 - Visant à améliorer le pouvoir d'achat des plus démunis,
 - Visant à réduire la pression fiscale pour tous,
 - Visant à faciliter la transition énergétique,
 - Visant à construire des propositions via « Le grand débat national » en associant les citoyens et les corps intermédiaires :
 - Transition écologique,
 - Fiscalité,
 - Services publics,
 - Débat démocratique.

- **Appelle à trouver les réponses sans opposer les citoyens, sans casser l'économie : pour partager des richesses il faut d'abord les créer.**
- **Exprime son inquiétude sur la situation financière du pays en déficit chronique, déficit qui alimente la dette de nos enfants année après année alors que nous sommes le premier pays au monde pour les prélèvements de taxes et d'impôts, avec un niveau élevé de redistributions (santé, écoles, infrastructures...).**

- **Accompagne les commerces et entreprises actuellement en difficulté**, notamment au travers de la cellule de continuité économique mise en place en préfecture, et l'accompagnement des commerçants en difficulté dans les zones sinistrées pour les aider à remplir les dossiers.

La CCI demande la possibilité d'ouvrir exceptionnellement les dimanches pour les commerces impactés et de favoriser l'attractivité des centres ville par la mise en place de mesures facilitant l'accès et les mobilités.

- **Participera aux débats lancés par l'Etat.**

Le réseau CCI est un corps intermédiaire au contact permanent des chefs d'entreprises, commerçants et prestataires de service, grâce à des élus entrepreneurs et des collaborateurs engagés en proximité dans tous les territoires.

Le réseau CCI représente les intérêts de toutes les entreprises de tous les territoires et met en œuvre les politiques publiques économiques pour les entreprises par ces entrepreneurs et ces collaborateurs engagés.

Pourtant, les réformes en cours imposées par l'Etat remettent en cause gravement le devenir des CCI. Par une ponction financière disproportionnée nous ne pourrions plus assurer nos missions ce qui conduira à la disparition de l'accompagnement de proximité des PME et TPE, alors même que ce sont ces entreprises qui ont le plus besoin d'être soutenues. Nous demandons l'arrêt de la baisse des ressources financières.

- **La CCI approuve le vœu formulé par le CESER.** Conscients de l'enjeu pour le pays, nos entreprises et les citoyens les CCI participeront au grand débat.
- Nous partagerons le vécu de nos entreprises ainsi que notre expérience, nos engagements et actions notamment dans le cadre de la TRIA sur les dossiers concernant l'énergie (programmes PEPS, hydrogène, économie circulaire...), la mobilité notamment au travers le cahier d'acteur CCI France et la lutte contre la fracture territoriale (Entreprendre dans les territoires fragiles, village connecté...).